



The Land Deal Politics Initiative
Recherche sur la dimension politique des grandes transactions foncières

Attribution de petites bourses de recherche : appel de candidatures

La convergence de divers facteurs a suscité une réévaluation de la valeur de la terre de la part des grands acteurs économiques et politiques. Ce phénomène est mondial mais est particulièrement prégnant dans les pays du Sud. C'est pourquoi l'on constate aujourd'hui, partout dans le monde, une recrudescence considérable des acquisitions de terres à grande échelle, déployées dans un cadre transfrontalier ou transnational, et initiées par les grandes entreprises, voire dans certains cas par des gouvernements étrangers. Des expressions telles que « accaparement des terres » ou « mainmise sur les terres » sont aujourd'hui des termes passe-partout pour désigner cette explosion de transactions foncières commerciales et (trans)nationales, suscitée par la production et la vente de produits alimentaires et biocarburants, ainsi que les activités de conservation et d'exploitation minière.

Un analyse fouillée et systématique est désormais urgente et nécessaire si l'on veut pouvoir mener des débats plus approfondis, constructifs et productifs sur cette question. C'est précisément la raison pour laquelle la *Land Deal Politics Initiative* (LDPI / Initiative de recherche sur la dimension politique des grandes transactions foncières) a été lancée. Ce programme est conçu comme une initiative de « recherche engagée », prenant le parti des populations rurales pauvres mais se fondant sur des éléments probants solides et un travail de recherche de terrain détaillé.

L'objectif de la LDPI est de constituer un cadre d'analyse large, englobant les dimensions de l'*économie politique*, de l'*écologie politique* et de la *sociologie politique*, sur la question des acquisitions de terres mises en œuvre à des fins de production alimentaire, de production de biocarburants, d'exploitation minière et de conservation. Travaillant sous le prisme de ces trois grands champs d'analyse, nous souhaitons poser comme cadre général les quatre questions fondamentales de l'économie politique agraire : (i) qui possède quoi ? (ii) qui fait quoi ? (iii) qui obtient quoi ? et (iv) que font les acteurs économiques des surplus de richesses ayant été dégagés ? Nous ajouterons à cela deux autres questions fondamentales, ayant trait aux dynamiques politiques à l'œuvre entre groupes et classes sociales : « quels impacts ont-ils les uns sur les autres ? », et « dans quelle mesure l'évolution du jeu politique est-elle façonnée par les écologies dynamiques, et vice versa ? ». Nous chercherons à répondre à diverses questions de portée globale en menant des études de cas approfondies et détaillées dans un certain nombre de sites de par le monde, en focalisant la réflexion sur les mécanismes politiques à l'œuvre dans le cadre des acquisitions de terres.

Des bourses, pouvant atteindre 2000 dollars US (voire plus, dans certains cas exceptionnels) par étude, seront proposées aux candidats retenus qui souhaitent conduire un travail de recherche de terrain original, assurer le suivi terrain d'une initiative en cours, ou rédiger un article basé sur des recherches en cours ou ayant déjà été menées sur l'un des thèmes (ou combinaisons de thèmes) suivants.

Parmi les questions les plus urgentes et revêtant un caractère stratégique, il convient de citer (sans limitation) :

- Quelle est l'évolution actuelle des grandes structures agraires ? Assiste-t-on à l'émergence de nouvelles formes de capitalisme agricole ou à une simple répétition du passé ?
- Quelle est la nature et l'étendue de la différenciation sociale en milieu rural (classe, sexe, ethnicité), compte tenu des changements affectant d'une part l'utilisation des terres et des relations de propriété foncière, et d'autre part l'organisation de la production et des échanges ?
- Les acquisitions de terres ont-elles fragilisé la sécurité alimentaire locale et nationale ? Comment et dans quelle mesure ? Quels ont été les impacts socialement différenciés sur les moyens d'existence des populations (par classe, sexe et ethnicité) ?
- Dans quelle mesure les luttes politiques sur les questions agraires ont-elles été provoquées par les nouvelles dynamiques qui sous-tendent aujourd'hui les investissements fonciers ? Quelles sont les problématiques qui unissent ou divisent les populations rurales pauvres, les mouvements organisés et les communautés rurales autour de la question des acquisitions de terres ?
- Quels sont les différents narratifs et discours politiques proposés autour des crises multiples de l'alimentation, de l'énergie, du climat et de la finance, et comment ont-ils façonné, et été façonnés par, le jeu politique à l'œuvre dans les négociations foncières ? Comment et dans quelle mesure la spéculation financière (trans)nationale a-t-elle joué un rôle dans les acquisitions de terres, au regard du contexte de convergence des crises de l'alimentation, du carburant, du climat et de la finance ? Quels sont les narratifs employés autour d'oppositions telles que « investissement, croissance et modernisation » contre « marginalisation, déplacement et appauvrissement », etc. ?
- Comment les différents cadres d'analyse et approches sur la question de la propriété foncière ont-ils été déployés par les camps en présence autour des significations, contestées, de la notion de « terres marginales » (ou encore « non cultivées », « incultes » ou « non occupées ») ?
- Quelles sont les tendances émergentes sur le plan des dynamiques de pouvoir, de la place des élites et de la corruption ? Qu'en est-il de la terre comme possible levier de clientélisme ? Comment interpréter la dimension politique des acquisitions de terres dans les différents contextes ?

- Les projets de développement ont-ils entraîné des déplacements de population et des expropriations ? Comment, dans quelle mesure, et avec quels résultats et implications immédiats et à long terme pour les moyens d'existence des populations rurales, y compris pour les nouveaux réfugiés ruraux et les populations déplacées internes (IDP) ?
- Les politiques foncières globales des différentes grandes agences de développement (Banque mondiale, FAO, UE, FIDA, etc.) ont-elles contribué à faciliter/encourager ou à bloquer/décourager les acquisitions de terres ? Quelles sont les limites des différentes stratégies fondées sur des « codes de bonne conduite », la certification, la réglementation, la diffusion de l'information, et le renforcement des capacités ?
- Quelle est la dynamique du jeu politique international dans les accaparements de terres au regard du contexte plus général de l'énergie, de l'exploitation minière, des activités forestières et de la conservation ? Quel rôle jouent le grand capital et les intérêts puissants ?
- Quelles sont les principales alternatives émergentes proposées par les acteurs clé ? Certaines des politiques traditionnelles telles que la réforme agraire, et certaines des visions alternatives, plus récentes, notamment celles fondées sur la notion de « souveraineté alimentaire » (et de « souveraineté foncière »), sont-elles pertinentes et utiles pour contribuer à la protection et la promotion des intérêts des populations rurales pauvres face à ces acquisitions de terres par des intérêts commerciaux (trans)nationaux ?

La recherche doit être originale, s'inscrire dans un cadre politique, être basée sur une étude de terrain détaillée et spécifique à un cas précis. Les articles d'analyse générale ne seront pas acceptés. Les articles définitifs doivent compter environ 10 000 mots. Les candidats retenus pour les bourses se verront remettre des recommandations pour la rédaction du document final. Les articles définitifs seront publiés sur Internet dans le cadre d'une collection internationale (collection de documents de travail LDPI) et largement diffusés auprès des instituts de recherche régionaux et internationaux, de la communauté des donateurs, des décideurs politiques, des ONG et des mouvements agraires (avec en plus la possibilité d'une publication plus formelle dans un ouvrage de référence ou dans l'édition spéciale d'un journal).

Pour être éligible :

- Le candidat doit être chercheur en thèse de doctorat ou post-doctorat (devant dans ce cas avoir passé sa thèse au cours des cinq dernières années).
- Les chercheurs qui ne travaillent pas dans le cadre d'un doctorat ou post-doctorat pourront être considérés mais doivent dans ce cas satisfaire à d'autres critères d'éligibilité (voir ci-dessous).
- La recherche doit être basée sur des travaux de recherche de terrain récents (entreprises au cours des cinq dernières années) et spécifiques à un site particulier.

Les candidats africains, ou travaillant sur des cas africains, sont particulièrement encouragés à soumettre leur candidature.

Le dossier de candidature, qui sera constitué d'une description succincte (500 mots maximum) de la recherche ou de l'article envisagé, ainsi que d'un CV abrégé (une page maximum, incluant le nom d'une personne susceptible de fournir des références), doit être envoyé par e-mail à l'adresse landpolitics@gmail.com au plus tard le 15 avril 2010. Pour les chercheurs qui ne travaillent pas dans le cadre d'un doctorat ou post-doctorat, une proposition plus approfondie (1 500 mots) est exigée et deux noms de personnes susceptibles de fournir des références doivent être indiqués. Un comité de révision, composé de membres issus des institutions qui parrainent le programme, statuera sur l'octroi des bourses en mai 2010. Les candidats retenus auront ensuite jusqu'au 31 octobre 2010 pour remettre leur travail. Tous les documents seront soumis à une révision par les pairs et les articles définitifs devront être remis au plus tard le 31 décembre 2010. Ces derniers seront publiés (au format électronique uniquement) dans la collection des documents de travail LDPI en février 2011 au plus tard.

La *Land Deal Politics Initiative* (LDPI) est à l'origine un programme développé conjointement par les organisations suivantes : *Initiatives in Critical Agrarian Studies* (ICAS) de l'université Saint Mary's au Canada (Saturnino 'Jun' Borras Jr. – secrétariat international LDPI) ; Consortium Future Agricultures de l'*Institute for Development Studies* (IDS) ; université du Sussex (Ian Scoones) ; PLAAS, université de Western Cape (Ruth Hall) ; *Resource, Environment and Livelihoods* (RELIVE) de l'*International Institute of Social Studies* (ISS) au Pays-Bas (Ben White) ; et *Polson Institute for Global Development* de l'université de Cornell (Wendy Wolford).

Pour en savoir plus à propos de la LDPI, visitez notre site à l'adresse : http://www.smu.ca/academic/arts/ids/ldpi_about.html